



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



MANUFACTURE DE BACCARAT

Rue des Cristalleries
BP 31
54120 BACCARAT

Références : ES/IP/0054_2023
Code AIOT : 0006200031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement MANUFACTURE DE BACCARAT implanté Rue des Cristalleries BP 31 54120 BACCARAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANUFACTURE DE BACCARAT
- Rue des Cristalleries _ BP 31 _ 54120 BACCARAT
- Code AIOT : 0006200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MANUFACTURE DE BACCARAT exploite sur le territoire de la commune de BACCARAT des installations de fabrication et de travail du cristal. L'activité est présente sur le site depuis 1764. Dans la manufacture, sont fabriquées toutes sortes de pièces en cristal dont des articles des arts de la table, des lustres, des bijoux, des vases, des objets décoratifs...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Condition de rejets à l'atmosphère et sur l'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 7.5.5	/	Lettre de suite	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Condition de rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 6	/	Adaptation de prescriptions Projet arrêté préfectoral complémentaire	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
4	Installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a porté notamment sur les projets de modification du site faisant l'objet d'un porter à connaissance déposé par l'exploitant et en cours d'examen de la part de l'inspection, ainsi que sur le suivi de la surveillance des rejets atmosphériques et aqueux, des installations exploitées par la société MANUFACTURE DE BACCARAT.

Les constats effectués le jour de l'inspection relèvent un écart en ce qui concerne le dimensionnement du bassin de rétention. L'inspection note que des actions ont été réalisées par l'exploitant pour augmenter la capacité de ce bassin et qu'une étude a été effectuée sur la base du guide D9A pour identifier le volume à maintenir disponible afin de contenir les effluents liquides pollués après un incendie. Néanmoins, ce bassin ayant notamment une autre fonction que celle de recueillir les potentielles eaux d'incendie à savoir notamment le recueil des eaux de process, l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les dispositions prises pour s'assurer que la capacité de rétention des eaux d'incendie sera respectée en tout temps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Volume bassin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), ainsi que le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 340 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. En temps normal, il est maintenu au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : A ce jour, le bassin en place ne respecte pas la prescription susmentionnée notamment en ce qui concerne la capacité exigée (capacité plus faible que celle prescrite). Par courrier du 29/07/2022, la MANUFACTURE DE BACCARAT a transmis à l'inspection des installations classées le résultat de ses actions en ce qui concerne la rétention susvisée à savoir : - la copie de la note de calcul issue l'étude de dangers (EDD) mise à jour en 2012 qui indique que le volume nécessaire pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie, intégrant le volume d'eau lié aux intempéries (justification basée sur la méthodologie "D9A") serait d'au moins 840 m ³ . -les éléments démontrant que les travaux réalisés à savoir la construction d'un mur de rehaussement, en 2022 (cf courrier de l'exploitant du 29/07/2022), permet aujourd'hui de disposer d'un volume libre de 1 217 m ³ minimum. A noter que l'exploitant a précisé le mode de fonctionnement de ce bassin : - selon le résumé non technique du porter à connaissance relatif à la reconstruction du four A, adressé par l'exploitant au Préfet le 9 avril 2013 et instruit dans le cadre du dossier de réexamen des conditions d'exploitation de la manufacture (cf constat N°6 du présent rapport), ce bassin reçoit l'ensemble des eaux en provenance de la Manufacture de Baccarat (eaux pluviales, eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou accident, et eaux usées) et permet un temps de séjour d'environ 36 h. Les eaux ainsi collectées décantent naturellement puis sont pompées vers le système de traitement final avant rejet dans la Meurthe. - par courriel du 28 décembre 2022, l'exploitant a précisé que le temps de séjour est plutôt de 24h. L'inspection constate que les valeurs de rejets des eaux en provenance de la Manufacture sont conformes à l'arrêté d'autorisation même avec un temps de décantation de 24 h (temps de séjour non prescrit dans l'arrêté préfectoral). En outre, dans ledit courriel, l'exploitant précise que des sondes de niveau (3 seuils) sont en place : => niveau bas / moyen : une pompe en fonctionnement sur les deux pompes avec alternance des pompes pour permettre le lavage des filtres (chaque pompe est reliée à un filtre). => niveau haut = les deux pompes fonctionnent simultanément. En conclusion, l'inspection constate que le bassin est aujourd'hui dimensionné pour recevoir l'ensemble des eaux en cas d'incendie. Néanmoins, l'exploitant doit justifier que le bassin qui a également pour fonction de recevoir d'autres eaux que celles susceptibles d'être polluées lors d'un incendie est suffisamment dimensionné pour recevoir l'ensemble des eaux à savoir à la fois, les eaux en cas d'incendie et les autres eaux (eaux de process: eaux de refroidissement du groisil...). En effet, l'inspection rappelle que ces eaux transitent dans ce bassin pour une étape de décantation.

L'exploitant doit donc justifier des moyens mis en oeuvre pour s'assurer que le bassin dispose en permanence d'une capacité suffisante pour recueillir les eaux d'extinction incendie en tenant compte du volume maximum occupé par les eaux de process susceptible d'y être présentes en phase de décantation. Cette justification doit être transmise à l'inspection <u>sous un délai d'un 1 mois.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté la plan de tous les réseaux. Selon l'exploitant, aucune modification majeure n'a été effectuée sur les réseaux depuis 2012.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence et accès aux points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas de remarque particulière, l'inspection a constaté que le point de mesure du rejet des effluents de la manufacture est aménagé de manière accessible et permet de réaliser des prélèvements des effluents en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien et suivi des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement (...) sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'installation est dotée d'un système de prélèvement automatique réfrigéré. Les paramètres (pH, MES, température, etc.) sont mesurés en continu. L'ensemble des données est déclaré au sein de l'outil de déclaration et d'exploitation des données d'autosurveillance pour les industriels "GIDAF".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance & Fréquences de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixées, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant réalise un programme de surveillance de ses émissions dans l'air et dans les eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Condition de rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Emission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites.
Constats : Lors de la visite , l'exploitant a fait remarquer à l'inspection des installations classées que l'article 7.1 de l'arrêté 2016-131 du 16 octobre 2018 qui remplace les dispositions de l'article 3.3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 n'a pas pris en compte au sein des rejets atmosphériques liés à la fusion, les fours à bassin A, B, et C. Cependant, l'exploitant a précisé qu'il a maintenu son suivi sur la base de l'article 3.3.1.1 de l'arrêté

préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 qui ne lui est plus opposable.

L'instruction du dossier de réexamen des conditions d'exploitation de la manufacture qui a intégré également l'instruction du dossier relatif à la reconstruction du four A a débouché sur une proposition, à Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, d'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié par un arrêté préfectoral complémentaire (APC) et notamment celles fixées à l'article 3.3.1.1 (cf. rapport de l'inspection référencé PP/NA/LL/065-2018 du 18 avril 2018) en ce qui concerne le suivi des rejets atmosphériques (paramètres et VLE). Ces modifications étaient les suivantes :

Polluants	Four à pot	Fours à bassin A, B et C	Hottes des fours B et C
<i>Concentration en O₂ de référence</i>	13 %	8 %	-
<i>Poussières totales</i>	10	10	30
<i>SO₂</i>	200	200	-
<i>NO_x en équivalent NO₂</i>	1 500	1 500	-
<i>HCl</i>	20	20	-
<i>Fluor et composés inorganiques du fluor en HF</i>	5	5	-
<i>Cd</i>	0,05	0,05	0,05
<i>Hg</i>	0,05	0,05	0,05
<i>Tl</i>	0,05	0,05	0,05
<i>Cd + Hg + Tl</i>	0,5	0,5	0,1
<i>As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI</i>	1	1	1
<i>Pb</i>	1	1	1
<i>As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn</i>	5	5	5
<i>COV totaux</i>	20	20	-
<i>COV R45, R46, R49, R50, R61 (*)</i>	2	2	-
<i>COV R40 (*)</i>	20	20	-
<i>Formaldéhyde + phénols</i>	20	20	-
<i>CO</i>	100	100	-
<i>H₂S</i>	5	5	-
<i>Amines</i>	5	5	-
<i>HAP</i>	0,1	0,1	-
<i>Bore</i>	<i>Substance faisant uniquement l'objet d'une surveillance à l'émission</i>		

Cependant, l'APC 2016-0131 du 16 octobre 2018 pris dans le cadre détaillé ci-dessus et intégrant les observations émises par l'exploitant faisant suite à la séance du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle du 25 mai 2018, ne reprend pas les prescriptions relatives au suivi des rejets des Fours à bassin A, B et C (cf. rapport de l'inspection PP/NA/NW/362-2018 du 28 août 2018). En effet, la colonne encadrant les rejets des fours susmentionnés a été omise, par oubli, dans le tableau de suivi des rejets atmosphériques fixé à l'article 7.2 de l'APC susvisé.

Aussi, il convient de corriger cet oubli. A cet effet, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle **en annexe** du présent rapport de notifier à l'exploitant considéré dans le présent rapport la nouvelle rédaction de l'article 7.1 de l'arrêté susvisé reprenant en tout point celle initialement prévue après avis du CODERST et examen des observations de l'exploitant en 2018.

Dans ce contexte, l'arrêté complémentaire ne prescrivant pas de nouvelle disposition technique et n'abrogeant pas de disposition existante, l'inspection propose, en application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, de ne pas le soumettre à l'avis des membres du CODERST, préalablement à son adoption et sa notification.

Conformément aux dispositions de l'article précité, le projet d'arrêté doit être néanmoins porté à la connaissance de l'exploitant, par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle. Il dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations par écrit.

Type de suites proposées : Adaptation de prescriptions

Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire